

Note de conjoncture économique de Madagascar

Décembre 2016



GROUPE DE LA BANQUE MONDIALE

Table des matières

Acronymes	iii
Avant-propos	iv
Remerciements	v
Première partie : Évolutions économiques récentes.....	1
Evolutions internationales et régionales	1
Le secteur réel.....	2
Finances publiques.....	5
Secteur Extérieur	9
Politique monétaire	11
Perspectives Économiques	13
Deuxième partie : Section spéciale consacrée à l'agriculture et au développement rural	14
Introduction	14
L'agriculture est étroitement liée au développement économique rural	14
Contraintes et opportunités dans le secteur agricole	17
Assurer la sécurisation foncière.....	20
Obtenir des prix plus élevés : agriculture contractuelle et développement de produits de haute valeur	20
Conclusion.....	22

Liste des graphiques

Graphique 1: La perspective économique pour les principaux partenaires commerciaux de Madagascar est morose	2
Graphique 2 : La France reste le principal partenaire commercial de Madagascar	2
Graphique 3: Le PIB augmente avec une croissance positive dans tous les principaux secteurs de l'économie	2
Graphique 4 : Le prix réel de la vanille a explosé en 2016.....	4
Graphique 5 : Les taux d'inflation modérés et stables en 2016 sont liés à la bonne récolte rizicole et au bas niveau des prix de l'énergie.....	4
Graphique 6 : L'Ariary a été stable par rapport aux principales devises	5
Graphique 7 : Depuis 2015, une politique budgétaire de plus en plus expansionniste a été adoptée.....	5
Graphique 8 : Le recouvrement des recettes fiscales augmente	7
Graphique 9 : Les dépenses sociales devraient augmenter modestement en 2016	8

Graphique 10 : Bien que les subventions soient en baisse, elles restent une part importante des dépenses publiques	8
Graphique 11 : La balance courante s'est régulièrement améliorée	10
Graphique 12 : Les IDE dans les branches non-extractives commencent à se relever.....	10
Graphique 13 : Les réserves internationales sont en hausse	10
Graphique 14 : La balance commerciale reste déficitaire	10
Graphique 15 : Le rythme de croissance du crédit à l'économie a baissé en 2016.....	12
Graphique 16 : L'écart entre les taux de la Banque centrale et des banques commerciales s'est creusé en 2016	12
Graphique 17 : Les crédits à l'économie sont largement échus à moyen terme	12
Graphique 18 : L'offre monétaire a augmenté depuis le début de l'année	12
Graphique 19 : L'agriculture constitue le principal secteur d'activité du chef de ménage pour les 80 pourcents plus pauvres de la population.....	15
Graphique 20 : En 2001, les revenus des ménages venaient principalement du riz et du manioc.....	15
Graphique 21 : En 2012, le riz représentait une part de plus en plus importante du revenu des ménages	15
Graphique 22 : La croissance du secteur agricole a été volatile.....	16
Graphique 23 : et est largement en dessous du taux de croissance de pays semblables.....	16
Graphique 24 : Le taux de croissance de la production agricole n'arrive pas à suivre le rythme de la croissance démographique.....	17
Graphique 25 : L'augmentation de la production provient de l'expansion de la surface cultivée.....	17
Graphique 26 : Des coûts élevés des intrants, la superficie des terres trop limitée et le faible prix de vente sont les trois principales contraintes à l'agriculture selon les groupes communautaires	18
Liste des tableaux	
Tableau 1 : Tendances des finances publiques.....	6
Tableau 2: Balance des paiements.....	11

Acronymes

AGOA	Loi sur la croissance et les possibilités économiques en Afrique (African Growth and Opportunity Act)
BCM	Banque centrale de Madagascar
BM	Banque mondiale
ENSOMD	Enquête Nationale de Suivi des Objectifs du Millénaire pour le Développement
EPM	Enquête Périodique auprès des Ménages
FAOSTAT	Food and Agricultural Organization Statistical Data (Statistiques de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture)
FMI	Fonds Monétaire International
IDE	Investissement Direct Étranger
INSTAT	Institut National des Statistiques
JIRAMA	Société d'État d'eau et d'électricité (Jiro sy Rano Malagasy)
MFB	Ministre des Finances et du Budget
PIB	Produit Intérieur Brut

Avant-propos

C'est avec plaisir que je partage cette édition de la note de conjoncture économique de Madagascar, avec une section spéciale consacrée à l'agriculture et au développement rural. La note fait partie d'une série de brèves notes de conjoncture économiques produites par la Banque mondiale deux fois par an.

La première partie de cette note de conjoncture économique porte sur l'évaluation par la Banque mondiale des évolutions récentes et perspectives économiques à court et à moyen termes. La croissance du PIB devrait atteindre 4.1 pourcent en 2016, un rythme plus rapide que la croissance démographique. La croissance a bénéficié de l'expansion du secteur tertiaire, stimulée par des activités de travaux publics et d'une reprise dans le secteur primaire, aidée par des conditions climatiques positives et la hausse des prix de la vanille.

La stabilité macroéconomique est évidente avec une inflation plus faible et des flux d'investissements directs étrangers plus élevés, permettant l'accumulation de réserves internationales. Les finances publiques ont bénéficié d'une augmentation des recettes fiscales découlant des réformes douanières, et d'une réduction des subventions aux domaines non prioritaires.

Toutefois, des réformes cruciales des entreprises publiques sont nécessaires, plus particulièrement dans le secteur de l'électricité. L'avancement de l'amélioration de JIRAMA augmentera la disponibilité des ressources publiques pour les dépenses dans les domaines prioritaires et stimulera le climat d'investissement, et facilitera davantage les perspectives de croissance.

Le gouvernement a surmonté certaines des conséquences immédiates de la crise de 2009-2013 et peut actuellement se concentrer sur les objectifs de développement à moyen et à long termes. Etant donné les besoins considérables d'infrastructure et de développement social du pays, le gouvernement cherche à obtenir un financement supplémentaire pour les investissements publics tant nécessaires. La réussite de leur mise en œuvre dépendra de la possibilité, ou non, de soutenir la stabilité et la dynamique de réforme.

La deuxième partie de cette mise à jour se concentre sur l'agriculture et le développement rural. Il persiste un fort contraste entre les indicateurs de développement urbain et rural. Les ménages ruraux sont plus pauvres, l'analphabétisme est plus répandu et la malnutrition est plus élevée. Environ 80 pourcent de la population travaille dans l'agriculture qui constitue la principale source de revenu des ménages.

Pour que les perspectives de croissance de Madagascar profitent de manière plus inclusive à l'ensemble de la population, il sera essentiel d'améliorer la productivité du secteur agricole. Les principales réformes comprennent l'accélération des efforts visant à promouvoir la sécurité foncière, l'amélioration de l'utilisation des engrais et d'autres intrants agricoles et l'engagement des plus petits exploitants agricoles dans l'agriculture de produits de valeur plus élevée.

Nous espérons que les résultats de cette note de conjoncture économique stimuleront un vif débat afin que Madagascar puisse maximiser ses perspectives de croissance dans un climat de stabilité politique. Et le plus important est que ces gains puissent mettre le pays sur une voie de croissance plus inclusive.

Coralie Gevers
Country Manager pour Madagascar et les Comores
Banque mondiale

Remerciements

Cette édition de la note de conjoncture économique de Madagascar a été préparée par Natasha Sharma (économiste senior) et Faniry Razafimanantsoa (économiste) du département de la Gestion Macroéconomique et Budgétaire, Groupe de la Banque mondiale. La section consacrée à l'agriculture et au développement rural est basée sur un travail analytique mené par David Treguer (économiste agricole, AGR), qui a permis de préparer le Projet de croissance agricole rurale et de gestion foncière.¹

L'équipe exprime sa reconnaissance au soutien apporté par Carolin Geginat (Responsable de programme, AFCS2) et pour les commentaires substantiels fournis par David Treguer (économiste agricole, AGR), Ziva Razafintsalama (Spécialiste sénior en agriculture, AGR) et Lalaina Randrianarisoa (consultante, AGR). Le rapport a été préparé sous la direction et la supervision générale de Coralie Gevers (Country Manager, AFMMG) et de Mark Roland Thomas (Practice Manager, GMF13). L'équipe voudrait également exprimer sa gratitude à Norosoa Rakotomena pour le soutien à la traduction.

¹ Les détails sur le projet sont accessibles sur ce lien : <http://projects.worldbank.org/P151469?lang=en>

Première partie : Évolutions économiques récentes

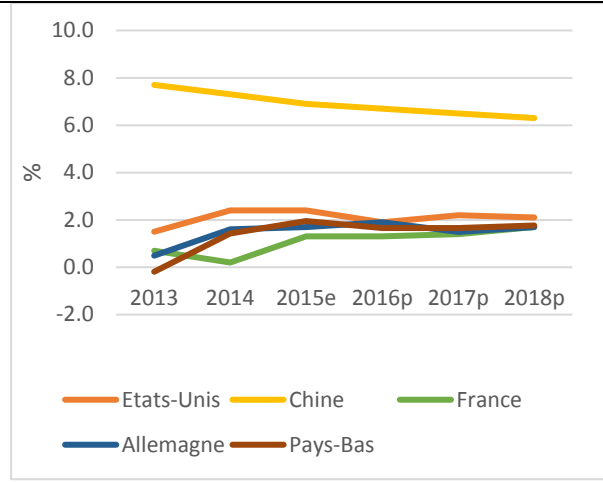
Evolutions internationales et régionales

L'économie mondiale évolue dans un contexte de faiblesse en termes de prix des produits de base, d'échange mondial et de réduction des flux de capitaux. La prévision de croissance mondiale en 2016 a été révisée à la baisse à 2.4 pourcent contre une prévision initiale de 2.9 pourcent au début de l'année. Cette révision de perspective est engendrée par une demande plus faible dans les économies plus avancées, où la lenteur de la croissance en Chine en particulier a eu une incidence sur le commerce mondial et la demande de produits de base.

Ces conditions mondiales, en combinaison avec l'incertitude politique et la sécheresse dans certaines parties de la région, ont une incidence sur l'activité économique en Afrique subsaharienne. Dans l'ensemble, la prévision de croissance pour le continent a été réduite à 1.6 pourcent, le niveau le plus bas en 20 ans. La trajectoire de croissance diverge considérablement d'un pays à l'autre. Les principaux exportateurs de produits de ressources naturelles tels que le Nigeria, l'Angola et le Tchad ont été les plus touchés, tandis que l'activité économique dans les pays importateurs comme Maurice, le Rwanda et le Kenya est restée forte.

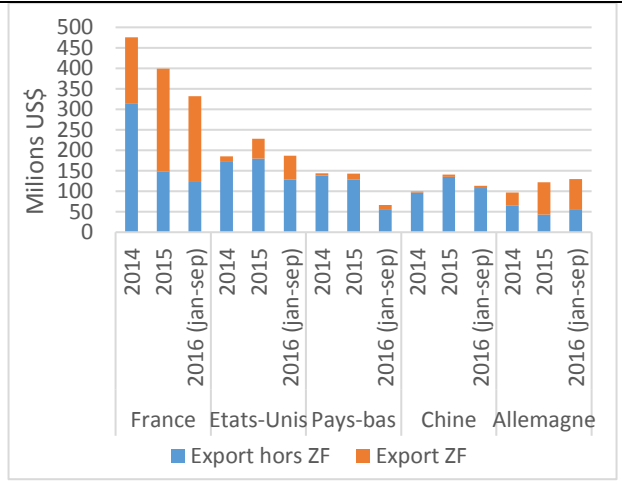
Les évolutions mondiales et régionales devraient atteindre l'économie malgache en raison des changements des demandes venant des partenaires commerciaux et de la volatilité des prix des produits de base. Le plus grand partenaire commercial de Madagascar est la France, bien que les niveaux de commerce aient diminué. Parmi les autres partenaires commerciaux importants figurent les États-Unis, la Chine et les pays de l'Union européenne tels que les Pays-Bas et l'Allemagne. La faiblesse des prix des produits de base a eu des résultats disparates à Madagascar. D'une part, en tant qu'importateur net de carburant, l'économie de Madagascar a profité des prix inférieurs des matières premières. D'autre part, la baisse des prix du nickel a affecté les valeurs de production et d'exportation. Ces tendances révèlent l'importance pour Madagascar de poursuivre les réformes et les politiques pour promouvoir la compétitivité, tout en améliorant les sources de croissance interne par l'amélioration de la productivité dans des secteurs essentiels tels que l'agriculture.

Graphique 1: La perspective économique pour les principaux partenaires commerciaux de Madagascar est morose



Source : Banque mondiale et Commission Européenne

Graphique 2 : La France reste le principal partenaire commercial de Madagascar

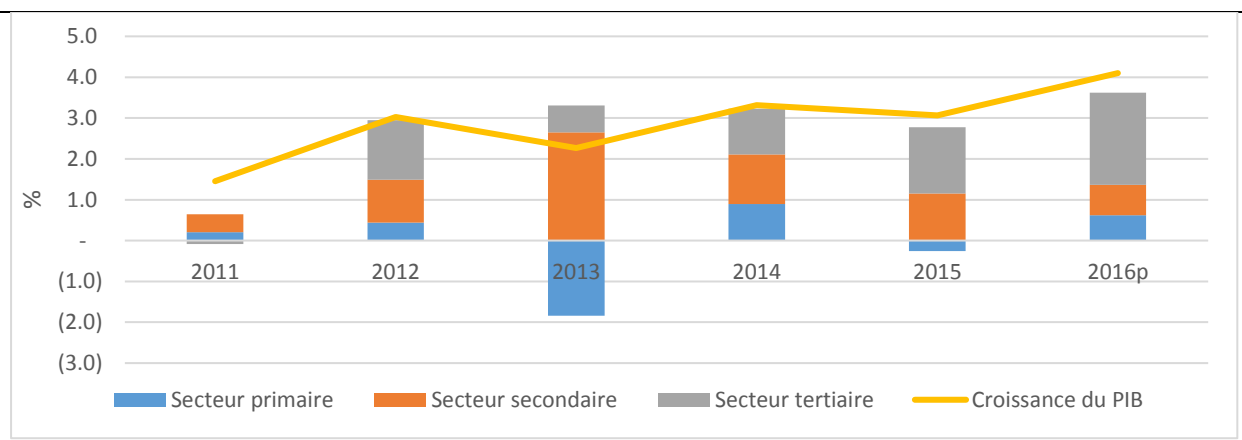


Source : MFB et calculs du personnel de la BM

Le secteur réel

En 2016, le rythme de croissance de l'économie devrait être plus rapide que celui de la population. La croissance du PIB est projetée s'accroître à 4.1 pourcent en 2016. Cela met la croissance du PIB par habitant sur une voie positive, en contraste avec le taux moyen de croissance de 2.6 pourcent du PIB au cours de la période 2011-2015.²Tous les secteurs majeurs de l'économie contribuent à ce niveau projeté de croissance positive.

Graphique 3: Le PIB augmente avec une croissance positive dans tous les principaux secteurs de l'économie



Source : INSTAT et MFB

² Projet de loi de finances pour 2017. Le taux de croissance annuel de la population de Madagascar est estimé à 2.78 pourcent.

Le secteur tertiaire, en particulier, s'est développé en 2016.³ Le secteur tertiaire devrait contribuer de 2.4 points de pourcentage à la croissance du PIB en 2016, par rapport à 1.6 point de pourcentage l'année précédente. Cette expansion a été engendrée par une augmentation des activités dans les branches de travaux publics, de transport et de commerce. Le tourisme devrait ajouter davantage d'élan. Bien que le nombre des visiteurs non-résidents à Madagascar ait diminué de 4.3 pourcent au cours des huit premiers mois de 2016 par rapport à l'année précédente, ce nombre devait s'accélérer au second semestre de 2016.

Le secteur secondaire a ralenti en raison d'un recul dans les industries extractives.⁴ Les revenus miniers de Madagascar ont historiquement été engendrés par le nickel de la mine d'Ambatovy, suivant le début de l'extraction en 2012.⁵ Cependant, les prix du nickel ont été sur une tendance à la baisse, passant d'une moyenne de près de 17,000 USD /tm en 2014 à moins de la moitié de cette valeur au premier semestre de 2016 à 8,700 USD /tm, en raison du ralentissement mondial des prix des produits de base. Le ralentissement de l'industrie minière n'a été que compensé partiellement par une croissance modeste des entreprises de la zone franche et des industries des aliments et boissons, qui bénéficient d'une concurrence accrue sur le marché local.

Le secteur primaire connaît une reprise, et enregistre une croissance de 2.2 pourcent en 2016 par rapport à l'année précédente.⁶ Les bonnes précipitations ont contribué à une augmentation de 2.5 pourcent de la production de riz en 2016 par rapport à l'année précédente.⁷ Le secteur agricole a également été stimulé par la hausse des prix de la vanille suite à la pénurie mondiale, qui a contribué positivement aux recettes d'exportation.⁸ Toutefois, la sécheresse dans le sud du pays a affecté la production nationale de maïs et de manioc, qui devrait diminuer respectivement de 4 et de 16 pourcent.⁹ Ces cultures sont largement cultivées par les groupes de revenus plus pauvres, aggravant ainsi l'insécurité alimentaire.

³ Le secteur tertiaire fait référence à la fourniture de services aux consommateurs et entreprises.

⁴ Le secteur secondaire fait référence principalement aux activités manufacturières.

⁵ Madagascar dispose de deux mines à grande échelle, la mine de nickel d'Ambatovy et QIT Madagascar Minerals (QMM), qui est le propriétaire et l'exploitant de l'extraction de sables minéralisés, dont l'ilménite et le zircon.

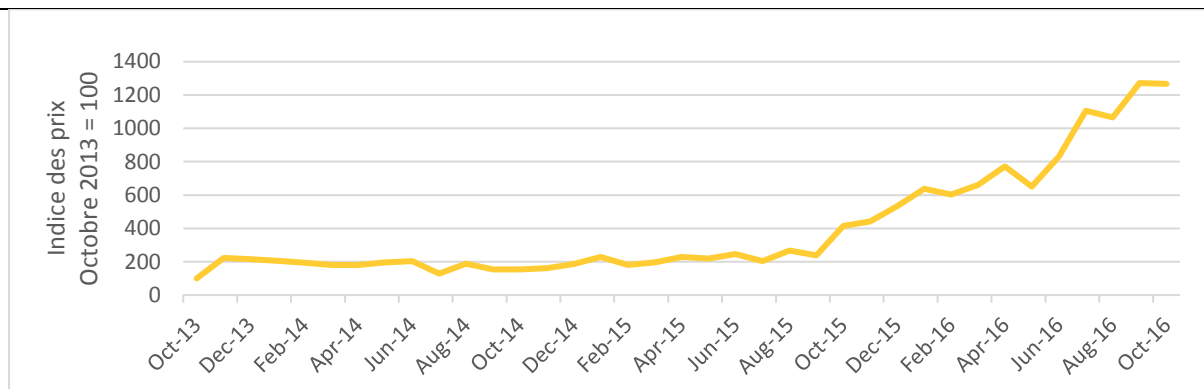
⁶ Le secteur primaire à Madagascar fait référence principalement à l'agriculture, la pêche et la sylviculture.

⁷ Les mois les plus importants pour la période de récolte s'étendent du mois d'avril au mois de juin

⁸ Les rapports des médias indiquent que les prix de la vanille ont été affectés par le comportement spéculateur des opérateurs dans la filière vanille qui font de la rétention de stock : <http://www.eurovanille.com/fr/our-mission/vanilla-market-report.html>, accédé le 23 novembre 2016

⁹Rapport spécial : Evaluation des récoltes et des disponibilités alimentaires à Madagascar, FAO/PAM, Octobre 2016

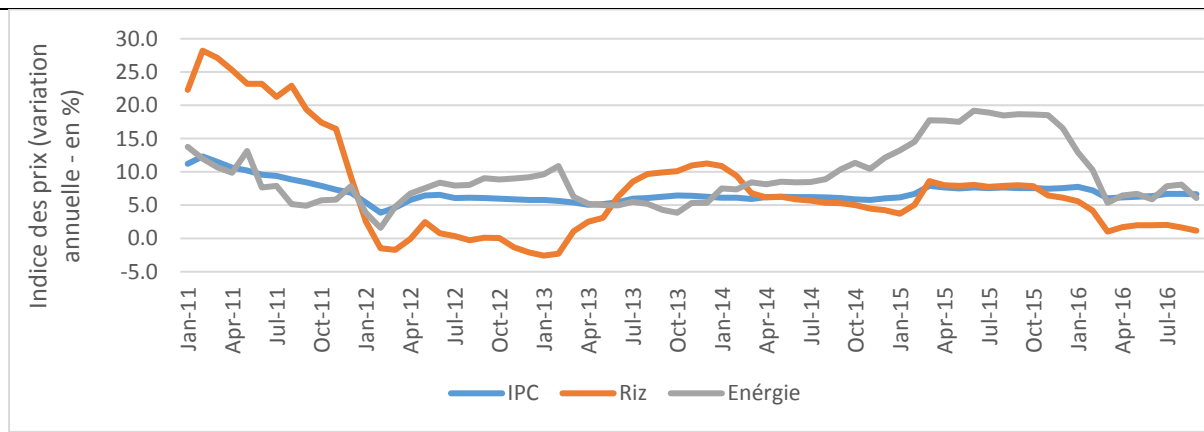
Graphique 4 : Le prix réel de la vanille a explosé en 2016



Source : Calcul du personnel de la BM sur la base des données de la Direction générale de la Douane

L'inflation a été relativement stable en 2016. L'inflation moyenne au cours des trois premiers trimestres de 2016 a été de 6.6 pourcent contre 7.4 pourcent pour la même période de l'année dernière. L'inflation à Madagascar est fortement liée à l'évolution des prix locaux, en particulier le riz, car il s'agit d'un élément essentiel de la consommation des ménages. La bonne récolte de riz en 2016, renforcée par la faiblesse des prix de l'énergie, a atténué la hausse des prix. En revanche, la forte inflation observée en 2011 a été entraînée par une flambée des prix du riz. En l'absence de chocs imprévus, l'objectif d'inflation de 7.1 pourcent devrait être réalisable.

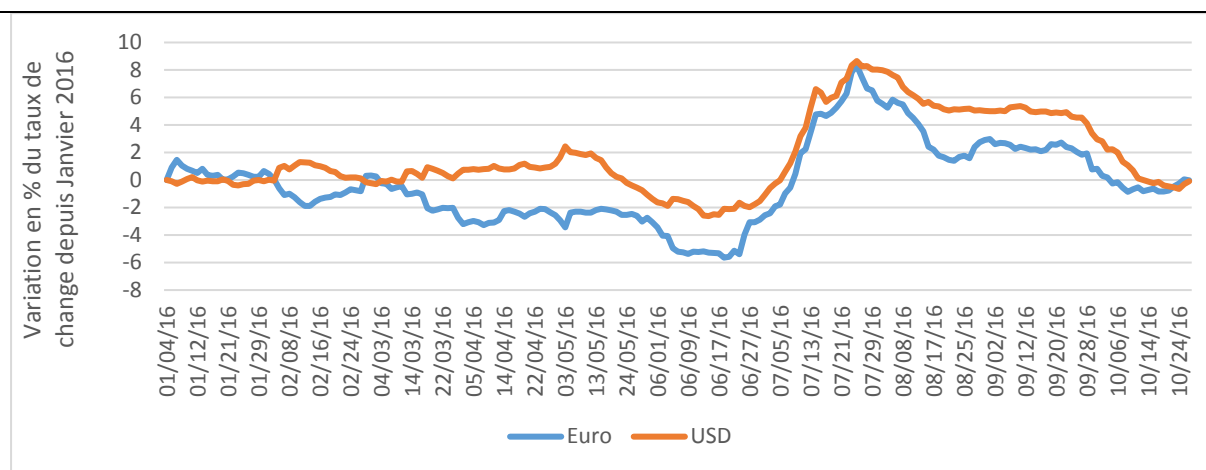
Graphique 5 : Les taux d'inflation modérés et stables en 2016 sont liés à la bonne récolte rizicole et au bas niveau des prix de l'énergie



Source: INSTAT

La performance de l'Ariary a été stable par rapport aux principales monnaies d'échange. La bonne performance des exportations agricoles majeures s'est reflétée positivement sur les réserves extérieures et a gardé l'Ariary stable. Une dépréciation temporaire de l'Ariary a été observée en milieu d'année, reflétant une baisse temporaire de l'offre sur le marché des devises. Le prix s'est depuis stabilisé suite à des recettes en devises plus élevées, renforcé par une plus grande stabilité économique.

Graphique 6 : L'Ariary a été stable par rapport aux principales devises

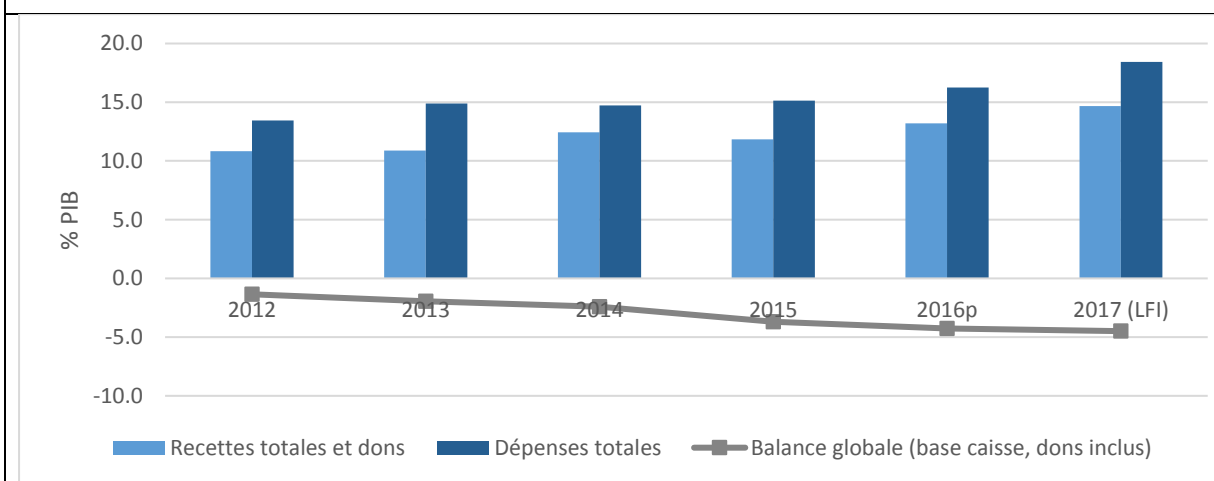


Source : BCM et calculs du personnel de la BM

Finances publiques

La politique budgétaire devient de plus en plus expansionniste. Le déficit budgétaire pour 2016 est estimé à 4.3 pourcent du PIB, suite à une expansion des dépenses publiques et des efforts d'apurer les paiements d'arriérés qui ont été largement accumulés pendant la période de crise. Cette approche de plus en plus expansionniste a débuté en 2015, marquant une réorientation par rapport à la période de crise politique, pendant laquelle les déficits budgétaires étaient contenus vu que les autorités cherchaient à maintenir la stabilité macroéconomique avec la diminution des recettes fiscales et du financement extérieur. Bien que la stabilité budgétaire ait été préservée, les dépenses en services publics et en investissements ont souffert. Les ressources disponibles au cours de cette période ont été principalement utilisées pour payer les salaires et les subventions pour les prix des carburants et les sociétés d'État.

Graphique 7 : Depuis 2015, une politique budgétaire de plus en plus expansionniste a été adoptée



Source: FMI et MBF

La réorientation de la politique budgétaire est soutenue par les efforts visant à accroître l'espace budgétaire et les dépenses dans les domaines prioritaires. Selon la loi de finances pour 2016 et le projet de loi de finances pour 2017, l'accent est mis sur l'augmentation de l'espace budgétaire à travers l'accroissement des recouvrements de recettes et l'amélioration de l'efficacité des dépenses. Les principaux domaines prioritaires sont les infrastructures, les secteurs sociaux, la bonne gouvernance et le développement rural. Cependant, l'allocation budgétaire est restée constante à 3.8 pourcent du PIB.

Tableau 1 : Tendances des finances publiques

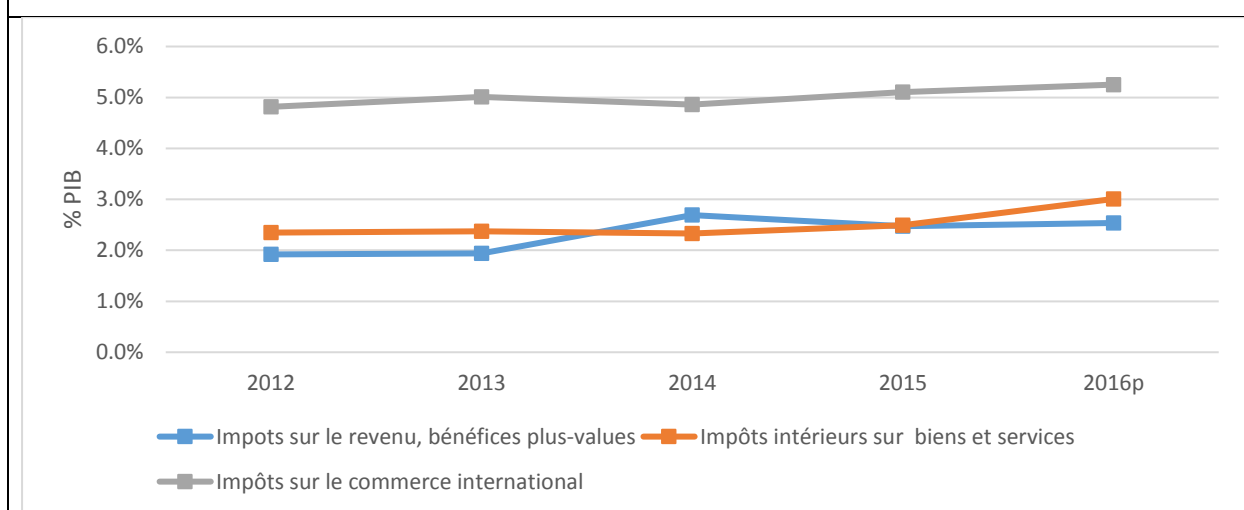
% PIB	2012	2013	2014	2015	2016 p	2017 (LFI)
Recettes totales et dons	10.8	10.9	12.4	11.8	13.2	14.7
Recettes budgétaires	9.6	9.6	10.1	10.4	11.1	11.2
Recettes fiscales	9.1	9.3	9.9	10.1	10.8	11.0
Recettes non fiscales	0.5	0.3	0.2	0.3	0.3	0.2
Dons	1.2	1.3	2.3	1.5	2.1	3.5
Dépenses totales	13.4	14.9	14.7	15.1	16.2	18.4
Dépenses courantes	10.7	11.8	10.8	11.7	11.0	10.3
Personnel	5.4	5.7	5.6	5.5	5.7	5.6
Intérêts	0.7	0.7	0.6	0.8	0.9	0.9
Biens et services	0.8	0.6	0.9	0.5	0.7	0.8
Transferts et subventions	2.4	4.1	3.2	3.4	3.2	2.7
Opérations du Trésor (net)	1.5	0.6	0.6	1.4	0.5	0.3
Dépenses en capital	2.7	3.1	3.9	3.5	5.3	8.1
Financement intérieur	0.8	0.6	1.2	1.0	1.5	1.9
Financement extérieur	2.0	2.5	2.8	2.5	3.7	6.2
Balance globale (base engagement)	-2.6	-4.0	-2.3	-3.3	-3.1	-3.8
Paiements en instance	0.1	-0.2	0.6	0.1	0.0	0.0
Variation des arriérés domestiques (+=augmentations)	-1.4	2.2	-0.7	-0.5	-1.2	-0.7
Balance globale (base caisse, dons inclus)	-1.4	-2.0	-2.4	-3.7	-4.3	-4.5

Financement	1.4	2.0	2.4	3.7	4.3	4.5
Extérieur net	0.5	1.0	1.2	2.2	2.9	3.4
Intérieur net	0.9	1.0	1.2	2.0	1.4	1.1

Source : FMI, MFB et projections du personnel de la BM

Les réformes de l'administration fiscale montrent des résultats. Jusqu'à fin septembre 2016, les recouvrements des recettes fiscales ont atteint 71 pourcent de la prévision annuelle, soit une augmentation de 10 pourcent en termes réels par rapport à la même période en 2015. Les impôts sur le commerce international et les impôts intérieurs sur biens et services, en particulier, ont connu une tendance à la hausse. Les réformes des procédures douanières, dont des contrôles plus poussés et une collaboration plus étroite avec les autorités de l'administration fiscale, ont permis une augmentation des recouvrements des taxes douanières.

Graphique 8 : Le recouvrement des recettes fiscales augmente



Source: FMI et MFB

La structure des dépenses publiques est en train de changer vers la baisse des subventions, bien que les dérapages doivent être évités. En 2016, les dépenses courantes en pourcentage du PIB devraient diminuer, une tendance qui devrait se poursuivre en 2017.¹⁰ Les dépenses courantes au cours des trois premiers trimestres de 2016 sont réduites de 0.5 points de pourcentage du PIB par rapport à la même période de 2015. La réduction a été en partie tirée par une baisse des subventions et des transferts, suite à l'élimination des subventions aux prix à la pompe du carburant. Cependant, à 3.2 pourcent du PIB en 2016, les subventions et transferts sont encore élevés, en particulier ceux alloués à la JIRAMA¹¹ et aux caisses de retraite. Des pressions imprévues en cours d'année peuvent également donner lieu à des

¹⁰ Les détails sur la réorientation des dépenses publiques sont disponibles dans le rapport « Budget du Citoyen », une initiative essentielle pour améliorer la transparence des dépenses publiques. Le rapport est accessible sur le site internet de la Direction générale du Budget : <http://www.dgbudget.mg/>

¹¹ JIRAMA est la société d'électricité appartenant à l'État

subventions plus élevées pour la JIRAMA, et qui peuvent supplanter les dépenses prioritaires et devraient être évitées.

Les dépenses sur les secteurs prioritaires et les investissements publics devraient augmenter en 2016.

Les autorités se sont engagées à augmenter les dépenses sociales, ciblant les ministères chargés de l’eau, la population, la santé et l’éducation. Les dépenses en capital devraient également passer de 3.5 pourcent du PIB en 2015 à 5.3 pourcent en 2016. Une plus forte expansion des investissements publics est prévue en 2017, principalement tirée par le financement extérieur.

<p><i>Graphique 9 : Les dépenses sociales devraient augmenter modestement en 2016</i>¹²</p>	<p><i>Graphique 10 : Bien que les subventions soient en baisse, elles restent une part importante des dépenses publiques</i></p>																																												
<table border="1"> <caption>Graphique 9 : Dépenses sociales (en % du PIB)</caption> <thead> <tr> <th>Crédit</th> <th>2013</th> <th>2014</th> <th>2015</th> <th>2016</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>Crédit initial</td> <td>3.5</td> <td>3.7</td> <td>3.8</td> <td>3.8</td> </tr> <tr> <td>Crédit modifié</td> <td>3.6</td> <td>4.1</td> <td>3.4</td> <td>3.7</td> </tr> <tr> <td>Crédit engagé (fin septembre)</td> <td>2.8</td> <td>3.2</td> <td>3.0</td> <td>-</td> </tr> </tbody> </table>	Crédit	2013	2014	2015	2016	Crédit initial	3.5	3.7	3.8	3.8	Crédit modifié	3.6	4.1	3.4	3.7	Crédit engagé (fin septembre)	2.8	3.2	3.0	-	<table border="1"> <caption>Graphique 10 : Evolution des transferts et subventions (% du PIB)</caption> <thead> <tr> <th>Année</th> <th>JIRAMA</th> <th>Air Madagascar</th> <th>Caisses de pension</th> <th>Subventions à la pompe</th> <th>Autres</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>2014</td> <td>1.6</td> <td>0.0</td> <td>0.3</td> <td>0.9</td> <td>0.2</td> </tr> <tr> <td>2015p</td> <td>1.0</td> <td>0.0</td> <td>0.9</td> <td>0.1</td> <td>1.4</td> </tr> <tr> <td>2016e</td> <td>1.0</td> <td>0.0</td> <td>0.9</td> <td>0.0</td> <td>1.2</td> </tr> </tbody> </table>	Année	JIRAMA	Air Madagascar	Caisses de pension	Subventions à la pompe	Autres	2014	1.6	0.0	0.3	0.9	0.2	2015p	1.0	0.0	0.9	0.1	1.4	2016e	1.0	0.0	0.9	0.0	1.2
Crédit	2013	2014	2015	2016																																									
Crédit initial	3.5	3.7	3.8	3.8																																									
Crédit modifié	3.6	4.1	3.4	3.7																																									
Crédit engagé (fin septembre)	2.8	3.2	3.0	-																																									
Année	JIRAMA	Air Madagascar	Caisses de pension	Subventions à la pompe	Autres																																								
2014	1.6	0.0	0.3	0.9	0.2																																								
2015p	1.0	0.0	0.9	0.1	1.4																																								
2016e	1.0	0.0	0.9	0.0	1.2																																								
<p>Source: MFB</p>	<p>Source: FMI</p>																																												

Une difficulté majeure sera de veiller à ce que l'exécution des dépenses suive le rythme des dépenses prévues. En fin septembre 2016, l’exécution des dépenses publiques était à 37.6 pourcent du budget. Le taux d'exécution varie dans chaque secteur : 61 pourcent dans le secteur social, 35 pourcent dans le secteur administratif, 18 pourcent dans le secteur des infrastructures et seulement 14 pourcent dans le secteur productif. Toutefois, ces chiffres pourraient être sous-estimés en raison des retards de l'enregistrement des investissements sur financement extérieur dans le système de comptabilisation de l’État.

Les perspectives de politique budgétaire du gouvernement prévoient une expansion des financements par endettement, mais le risque de surendettement reste modéré. A la fin de 2015, la dette publique a été estimée à 41 pourcent du PIB, dont la plupart a été contractée à des conditions concessionnelles. Sur la période 2011-2014, la dette publique totale est estimée à 33.7 pourcent du PIB en moyenne. La projection d’augmentation du financement par endettement à partir de la fin de 2015 est surtout prévue pour financer la mise en œuvre du programme d’investissement public du gouvernement. Les partenariats publics privés (PPP) sont aussi considérés dans la stratégie de financement des

¹² “Crédit initial” signifie allocation budgétaire initiale, “budget modifié” désigne le montant alloué par le budget révisé, et “budget engagé” est le montant du budget au stade d’engagement de l’exécution du budget

investissements publics. Bien que la dette et les PPP soient des moyens permettant d'augmenter les financements, ces stratégies sont associées à de plus grandes risques pour les finances publiques et devraient être gérées de manière prudente.

Secteur Extérieur

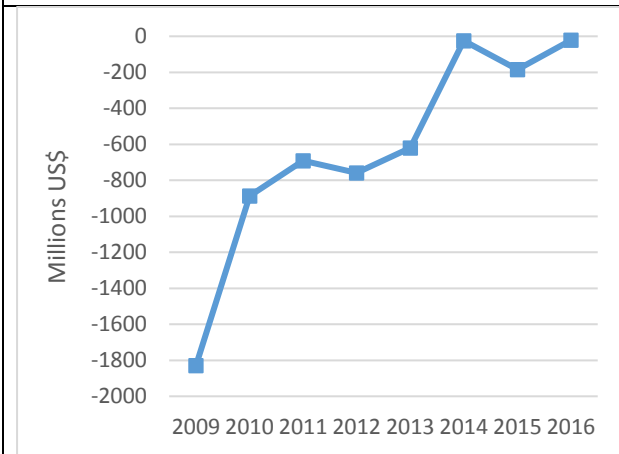
En 2016, le solde du compte courant a continué à s'améliorer. Les investissements directs étrangers (IDE) ont contribué à une amélioration du solde du compte courant. Les réserves en devises ont augmenté de 2.9 mois de couverture des importations en 2015 à environ 3.3 mois en 2016. Suite à l'achèvement des investissements pour les deux grandes exploitations minières en 2011, les flux d'IDE liés aux industries extractives ont diminué. Les données les plus récentes disponibles indiquent que les IDE sont de plus en plus orientés vers les secteurs financiers, les télécommunications et les activités manufacturières.

Des changements importants de l'économie ont permis d'améliorer le solde du compte courant. L'achèvement de la phase d'investissement dans l'exploitation minière en 2011 a modéré les importations à forte intensité de capitaux. Les effets de la baisse des prix des produits de base pour les importations, tels que les produits pétroliers et le riz, et l'intensification des exportations du secteur minier depuis 2013 ont renforcé davantage le solde du compte courant.

Les exportations non minières ont eu une bonne performance en 2016. Les exportations enregistrées entre janvier et octobre 2016 sont estimées à 1,687 millions USD, une augmentation de 17 pourcent par rapport à la même période de l'année dernière. Toutefois, la baisse des prix du nickel depuis 2015 et la baisse des volumes de production ont eu des effets négatifs sur les exportations. Au cours des dix premiers mois de 2016, Madagascar a exporté 410 millions USD de produits miniers, soit une baisse de 10 pourcent par rapport à la même période de l'année précédente. Les exportations non minières ont augmenté de 22,3 pourcent en 2016, principalement en raison de la hausse des recettes provenant de la vanille et des clous de girofle. Les exportations des entreprises de la zone franche sont également passées de 434 millions USD en 2015 à 546 millions USD en 2016, principalement tirées par les exportations de textiles et de crevettes vers la zone euro. La valeur des exportations de Madagascar dans le cadre de l'AGOA (African Growth and Opportunities Act), devraient avoir triplé en 2016.

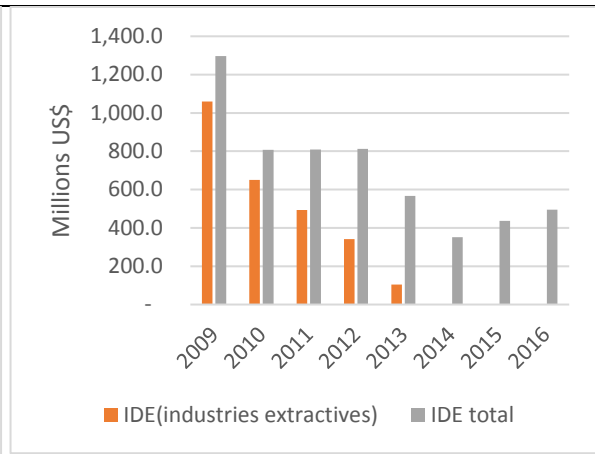
Le coût des importations a été modéré étant donné que les prix mondiaux du pétrole restent favorables. Les importations en 2016 sont estimées à 2,337.7 millions USD. Les importations sont composées essentiellement par les matières premières, dont une forte proportion est destinée aux entreprises de la zone franche, aux produits pétroliers et aux denrées alimentaires, le coût de ces dernières étant plus élevé en 2016. Toutefois, les prix du pétrole brut sont prévus augmenter en 2017, de 53 USD par baril à 55 USD par baril (Banque mondiale, 2016), ce qui portera atteinte au coût des importations et à la fourniture de subvention à la JIRAMA.

Graphique 11 : La balance courante s'est régulièrement améliorée



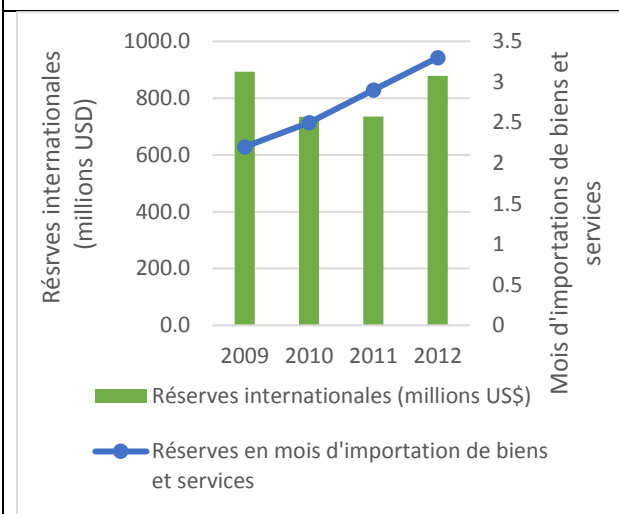
Source:BCM et MFB

Graphique 12 : Les IDE dans les branches non-extractives commencent à se relever¹³



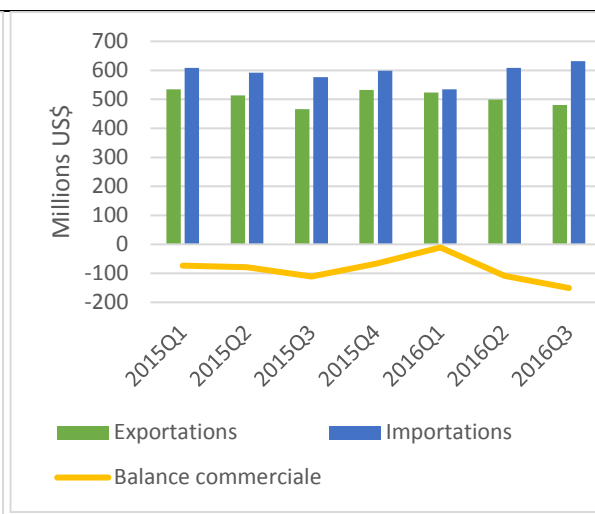
Source:BCM et MFB

Graphique 13 : Les réserves internationales sont en hausse



Source:BCM et MFB

Graphique 14 : La balance commerciale reste déficitaire



Source:BCM

¹³ Les données sur les IDE dans la branche extractive ne sont pas disponibles à partir de 2014

Tableau 2: Balance des paiements

RUBRIQUES	2014T3	2014T4	2015T1	2015T2	2015T3	2015T4	2016T1	2016T2
1 – Transaction courantes	42.1	49.9	-32.3	-87.5	-87.4	22.9	94.0	-117.0
1.1 Biens et services	-26.5	-115.7	-95.6	-105.6	-101.7	-35.2	19.5	-117.8
Balance commerciale	-43.6	-129.5	-73.3	-78.4	-110.9	-66.3	-10.7	-108.8
Exportations FOB	569.3	596.3	534.7	513.2	466.2	532.3	523.5	499.5
Importations FOB	-612.9	-725.8	-608.0	-591.7	-577.1	-598.5	-534.2	-608.2
Services nets	17.1	13.7	-22.3	-27.1	9.1	31.0	30.2	-9.0
1.2 Revenus des investissements	-79.9	-83.2	-64.0	-97.3	-118.1	-96.5	-69.1	-148.5
1.3 Transferts courants	148.5	248.8	127.3	115.4	132.4	154.6	143.6	149.3
2 – Opérations en capital et financières	-105.0	71.6	40.0	70.1	42.1	98.2	-26.0	107.7
2.1 Opérations en capital	71.3	40.9	43.9	18.0	52.5	16.0	27.8	20.7
2.2 Opérations financières	-176.3	30.7	-3.9	52.2	-10.4	82.1	-53.8	87.0
3 – Erreurs et omissions	40.5	-23.3	14.9	-26.6	14.9	-1.7	-36.5	-4.4
4- Balance globale	-22.4	98.2	22.6	-44.0	-30.4	119.3	31.6	-13.7

Source: BCM

Politique monétaire

La politique monétaire vise à soutenir la relance des investissements grâce à l'accès du secteur privé au crédit. En mai 2016, la Banque centrale a révisé le taux directeur à 8.3 pourcent, à la suite d'une révision à la baisse antérieure de 9.5 pourcent à 8.7 pourcent en octobre 2015. Cependant, ce changement de taux n'est pas encore reflété dans les taux de prêt par les banques commerciales, puisque l'écart moyen entre le taux directeur de la Banque centrale et les taux appliqués par les banques commerciales s'est élargi en 2016. La réduction du niveau du taux directeur fait suite à la réduction du taux des réserves obligatoires de 15 pourcent à 13 pourcent en octobre 2015.¹⁴ Dans l'ensemble, la direction de la politique a changé par rapport à la période 2011-2014 pendant laquelle la politique monétaire de la Banque centrale s'est concentrée essentiellement sur le maintien de l'inflation.

Le financement du crédit au gouvernement et à l'économie montre des signes de ralentissement en 2016. Le financement est en grande partie alloué aux prêts à moyen terme. L'augmentation nette des prêts à long terme octroyés depuis le début de 2016 n'est que de 60.1 milliards MGA (soit 0.2% du PIB), vu que les remboursements de crédits ont dépassé l'octroi de nouveaux crédits au secteur privé. Par ailleurs, des indications anecdotiques suggèrent que le niveau de liquidité pourrait avoir été affecté par

¹⁴ Le taux des réserves obligatoires fixe un montant minimal des réserves qui doivent être détenues par une banque commerciale

le fait que les producteurs de vanilles ne déposent pas leurs recettes dans les banques. Depuis le début de l'année, la masse monétaire a augmenté de 10.5 pourcent, mais l'inflation est encore contenue.

La récente législation renforce l'indépendance de la Banque centrale. Le nouveau statut de la Banque centrale promulgué en juillet 2016 renforce l'indépendance de la Banque centrale en matière de politique monétaire. Les principales dispositions du statut incluent la réduction graduelle des avances de la Banque centrale à l'État, le transfert automatique des pertes et des bénéfices de la Banque centrale à l'État, la création d'un Comité d'audit et la création d'un Comité exécutif qui proposera des règles au Conseil d'administration. Par conséquent, l'efficacité globale de la politique monétaire devrait se renforcer.

<p>Graphique 15 : Le rythme de croissance du crédit à l'économie a baissé en 2016</p>	<p>Graphique 16 : L'écart entre les taux de la Banque centrale et des banques commerciales s'est creusé en 2016</p>
<p>Graphique 17 : Les crédits à l'économie sont largement échus à moyen terme</p>	<p>Graphique 18 : L'offre monétaire a augmenté depuis le début de l'année</p>
<p>Source: BCM</p>	<p>Source: BCM et calculs du personnel de la BM</p>

Perspectives Économiques

Les perspectives de croissance économique à moyen terme sont positives. Sur la base des projections actuelles, la croissance économique devrait dépasser les performances de ces dernières années. L'intensification des activités dans les travaux publics est un facteur majeur de croissance, qui peut également stimuler l'activité dans les secteurs connexes, à condition que les investissements soient soigneusement sélectionnés sur la base de leurs retombées économiques et sociales attendues. La participation de Madagascar à l'AGOA devrait également dynamiser la croissance au fur et à mesure que la production s'accélère. Pourvu que les conditions climatiques restent favorables, le secteur agricole devrait continuer à contribuer à la croissance. Si les réformes tant attendues d'Air Madagascar sont mises en œuvre, le secteur du tourisme peut s'attendre à une croissance.¹⁵ Enfin, à moyen terme, il peut y avoir des occasions d'accroître l'activité minière, en particulier, si les prix des matières premières pour le nickel et les autres matières premières augmentent. De telles perspectives pourraient encore être renforcées par la révision du Code minier, ce qui pourrait renforcer la confiance des investisseurs.

Toutefois, cette trajectoire de croissance positive dépend du maintien de la stabilité politique et macroéconomique, et de la mise en œuvre des réformes essentielles. Les périodes de croissance positive constituent des opportunités qui pourraient bénéficier une part importante de la société. L'histoire de Madagascar a montré que les périodes de croissance positives dans le passé ont été suivies par des crises politiques.¹⁶ Pour éviter ce résultat, il faut que toutes les parties prenantes respectent les processus démocratiques et s'engagent en faveur de la stabilité. S'assurer que les avantages de la croissance sont ressentis de manière plus inclusive sera essentiel dans cette entreprise. Concrètement, cela nécessite l'augmentation des dépenses en faveur des pauvres, dont dans les régions les moins bien desservies, l'amélioration de la productivité de secteurs tels que l'agriculture, qui englobe une grande partie des pauvres, et la création d'emplois grâce à la croissance dirigée par le secteur privé. Pour y parvenir, il est essentiel de maintenir la dynamique de la mise en œuvre des réformes clés, en particulier en augmentant l'espace budgétaire pour dépenser conformément aux priorités politiques, et en améliorant la performance de la JIRAMA pour améliorer l'accès à l'approvisionnement en électricité abordable.¹⁷

¹⁵ Les principales réformes entreprises pas Air Madagascar incluent la restructuration des programmes de vol, l'augmentation des partenariats en réseau, la réduction des coûts d'entretien et de distribution et le lancement d'un programme de réduction d'effectif.

¹⁶ Ce fait est discuté dans le Diagnostic Systématique Pays Madagascar (Banque mondiale, 2015), sur la base du rapport : Razafindrakoto, M., Roubaud, F and J. Wachsberger, 'Institutions, gouvernance et croissance de long terme à Madagascar : l'énigme et le paradoxe,' IRD-DIAL Working Paper, 2013

¹⁷ Madagascar est actuellement classé 188 sur 189 dans l'enquête Doing Business concernant l'accès à l'électricité

Deuxième partie : Section spéciale consacrée à l'agriculture et au développement rural

Introduction

L'amélioration de la productivité du secteur de l'agriculture est essentielle pour la promotion du développement rural et des moyens de subsistance. Les ménages ruraux sont beaucoup plus susceptibles de vivre dans la pauvreté. La grande majorité des ménages pauvres travaillent dans le secteur agricole, qui constitue la principale source de revenu, principalement à des fins de subsistance. Et bien que la production agricole ait augmenté, le rythme n'a pas suivi la croissance démographique. La réalisation du potentiel inexploité dans le secteur agricole augmenterait la sécurité alimentaire, favoriserait la croissance et améliorerait le bien-être des personnes les moins servies. Cette section spéciale présente le contexte de l'agriculture et du développement rural, examine les principales contraintes auxquelles le secteur est confronté, ainsi que les possibilités de les surmonter.

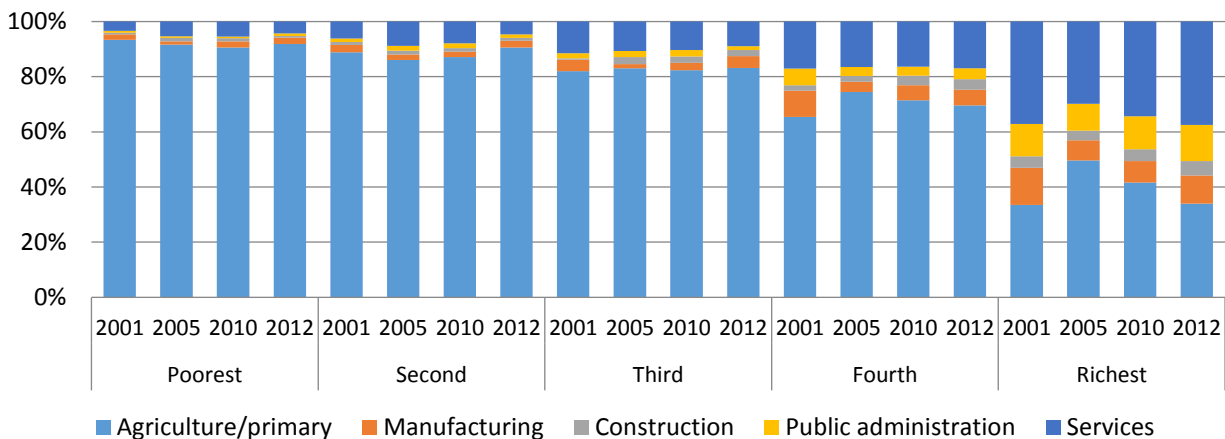
L'agriculture est étroitement liée au développement économique rural

La pauvreté et l'insécurité alimentaire sont essentiellement un phénomène rural. Madagascar a un taux de pauvreté très élevé, avec 70 pourcent de la population vivant dans la pauvreté absolue en 2012.¹⁸ Un fort contraste persiste entre les indicateurs de développement urbain et ceux de développement rural. 78 pourcent de ceux qui vivent dans la pauvreté absolue vivent en milieu rural, comparé à 35 pourcent en milieu urbain. Le milieu rural est caractérisé par une espérance de vie plus faible, de l'analphabétisme plus répandu, une prévalence plus élevée de la malnutrition, et une plus grande proportion de ménages n'ayant aucun accès à l'eau potable et aux systèmes d'assainissement améliorés.

La majorité des ménages pauvres travaillent dans le secteur agricole. L'agriculture est en effet le principal secteur d'activité du chef de ménage pour les 80 pourcents plus pauvres de la population. Seuls les 20 pourcents plus riches de la population travaillent dans d'autres secteurs tels que les services, l'industrie et l'administration publique (Banque mondiale, 2015).

¹⁸ Données basées sur une ré-estimation du seuil national de pauvreté absolue. La pauvreté absolue est définie comme le pourcentage de la population vivant avec un revenu qui est inférieur au seuil de pauvreté alimentaire extrême plus une allocation de 30 pour cent pour les biens non alimentaires.

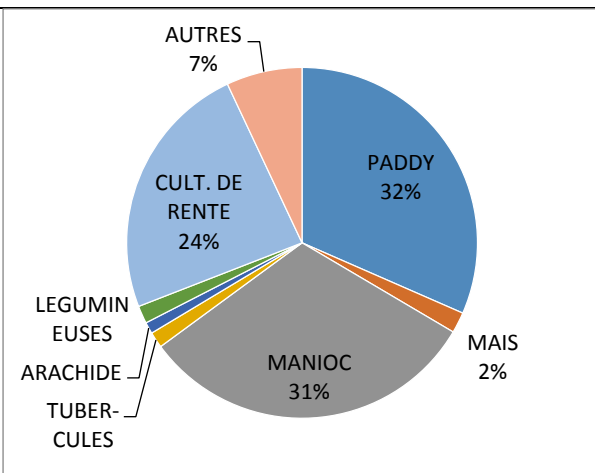
Graphique 19 : L'agriculture constitue le principal secteur d'activité du chef de ménage pour les 80 pourcents plus pauvres de la population



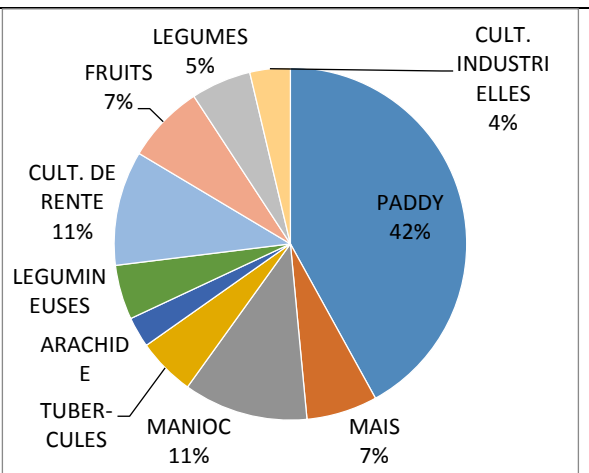
Source: INSTAT, EPM 2001-2010 et ENSOMD 2012

L'activité agricole constitue la principale source de revenu des ménages ruraux. Environ 50 à 90 pourcent du revenu total des ménages proviennent de l'agriculture selon les régions et les années. La place du riz prend de l'ampleur dans la composition du revenu des ménages et le produit est récolté sur environ 85 pourcent des exploitations (Recensement agricole 2004/05). Plus de 10 millions de ménages agricoles dépendent de la riziculture pour générer des revenus, et le sous-secteur, selon les estimations, fournit 70,000 emplois réguliers (Bockel, 2002). Le manioc est la deuxième culture la plus cultivée, sur environ 70 pourcent des exploitations, bien que la moitié de la production provienne du Sud.

Graphique 20 : En 2001, les revenus des ménages venaient principalement du riz et du manioc



Graphique 21 : En 2012, le riz représentait une part de plus en plus importante du revenu des ménages

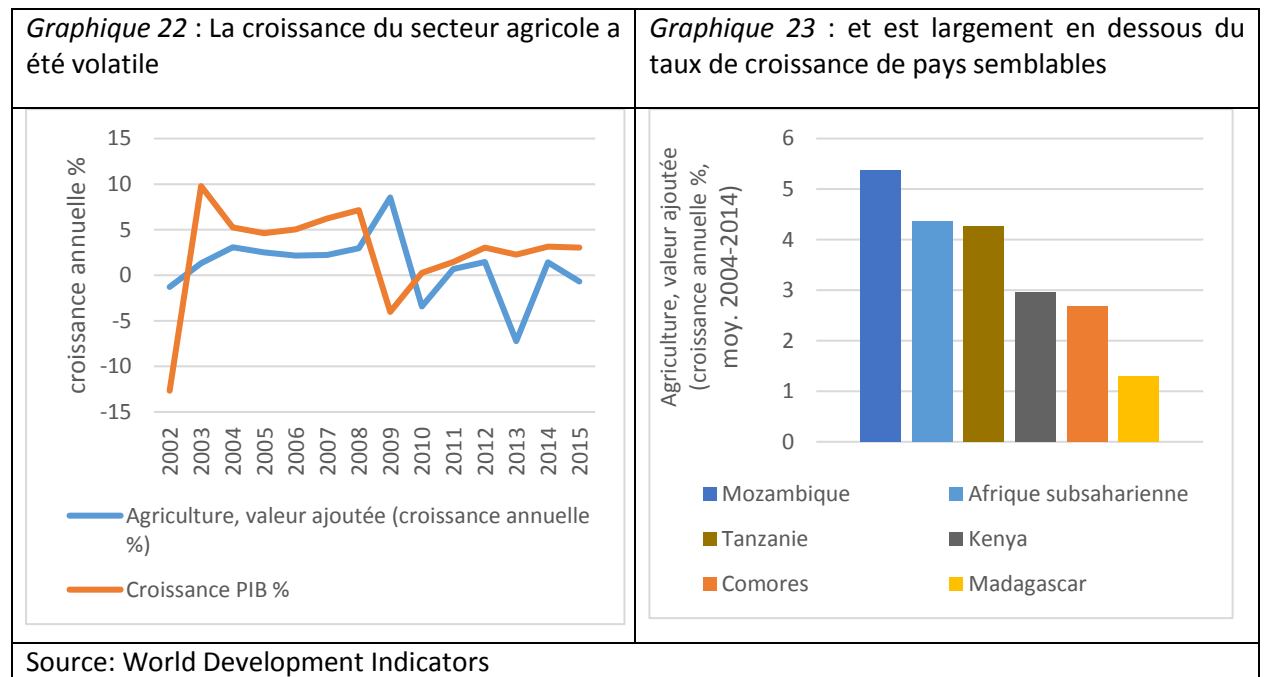


Source : Randrianarison, 2015

La croissance réelle dans le secteur agricole reste limitée. La croissance du secteur agricole est soumise à la volatilité, en particulier en raison des effets exogènes liés au climat. La croissance agricole a atteint un pic de 8 pourcent en 2009, en grande partie, en raison de conditions pluviométriques favorables (bien

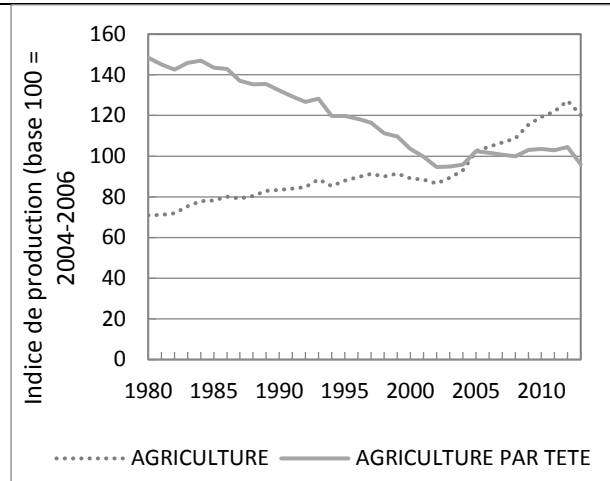
que la croissance réelle du PIB ait connu un ralentissement significatif), mais a enregistré un résultat négatif de 7 pourcent en 2013. Au cours de la période 2004 à 2014, la contribution de l'agriculture au PIB a été de 1,3%, nettement inférieure à celle des pays pairs et à la moyenne de l'Afrique subsaharienne.

Le rendement agricole a du mal à suivre la croissance de la population. Au cours des 30 dernières années, l'indice de la production totale a augmenté.¹⁹ Cependant, l'indice de la production nette par habitant a diminué de façon significative au cours de la même période, ce qui signifie que la production ne peut pas suivre le rythme de la croissance démographique. En outre, la production agricole a augmenté principalement grâce à l'expansion des zones cultivées plutôt que par l'utilisation de technologies ou d'intrants améliorés, situation qui aboutit à une pression sur les ressources naturelles de Madagascar.

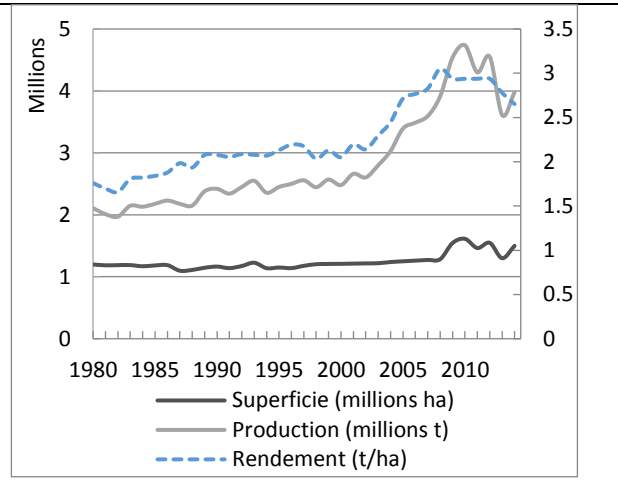


¹⁹ Ceci fait référence à une augmentation du volume global de la production agricole par rapport à l'année de référence 2004-2006.

Graphique 24 : Le taux de croissance de la production agricole n'arrive pas à suivre le rythme de la croissance démographique



Graphique 25 : L'augmentation de la production provient de l'expansion de la surface cultivée



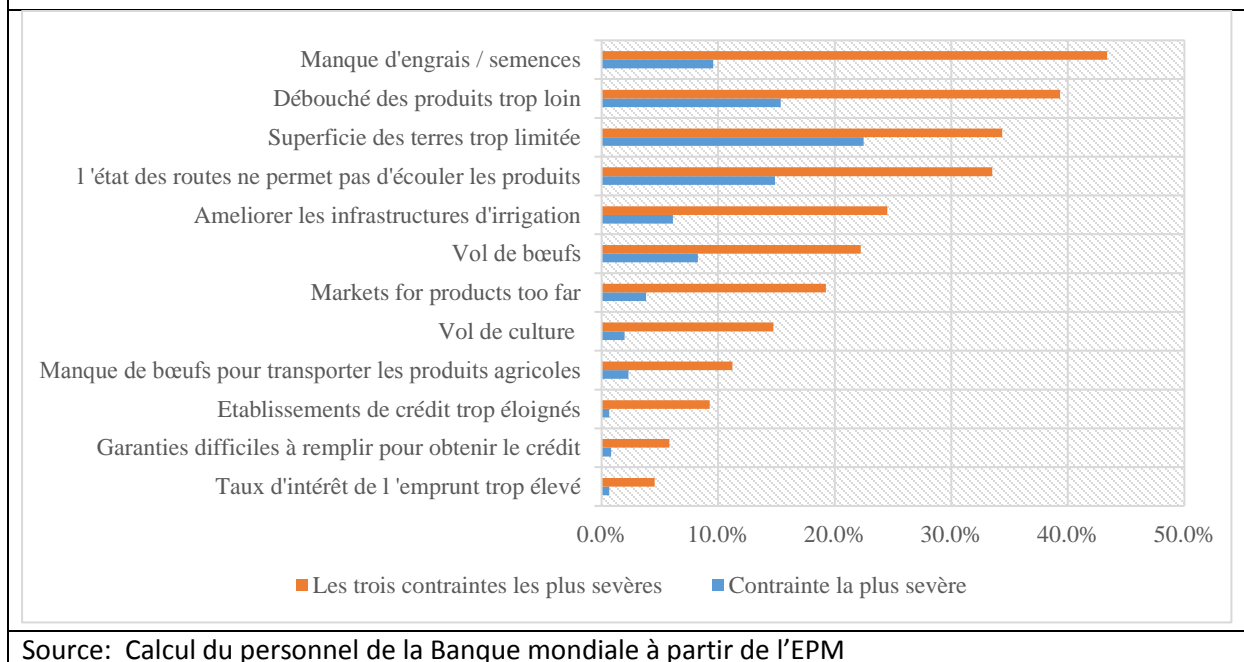
Source: FAOSTAT

L'agriculture reste principalement une activité de subsistance. Environ 60 pourcent du produit agricole est autoconsommé dans les ménages agricoles. Sur l'excédent commercialisé, 47 pourcent sont constitués de maïs, 20 pourcent de manioc et 20 pourcent de riz. Cependant, il existe un important potentiel d'exportation inexploité. Madagascar est déjà le premier exportateur mondial de clous de girofle et de vanille, qui, à côté des litchis et des crustacés, ont dominé le panier d'exportation agricole. Il existe un potentiel considérable d'accroître ces exportations et de développer d'autres industries prometteuses, comme l'aquaculture de concombres de mer et l'aquaculture continentale, qui sont relativement sous-développées.

Contraintes et opportunités dans le secteur agricole

Le secteur agricole est affecté par un certain nombre de contraintes. Les trois contraintes les plus couramment citées par les groupes communautaires comprennent : l'accès aux semences et aux engrais, l'insuffisance de la superficie cultivée, et la faiblesse du prix de vente, qui sont examinées en détail ci-dessous. Ces facteurs sont accentués par les faibles niveaux de capital humain, le délabrement des installations de production et de transport (particulièrement les routes rurales), une forte exposition aux effets climatiques, et la déficience dans l'amélioration de la gestion de l'eau afin de faciliter l'irrigation.

Graphique 26 : Des coûts élevés des intrants, la superficie des terres trop limitée et le faible prix de vente sont les trois principales contraintes à l'agriculture selon les groupes communautaires



Source: Calcul du personnel de la Banque mondiale à partir de l'EPM

Augmentation de l'utilisation d'engrais

La consommation d'engrais de Madagascar est l'une des plus faibles au monde. La consommation d'engrais est d'environ 5 kg / ha de terres arables par an, par rapport à une moyenne en Afrique subsaharienne de 15 kg / ha (NEPAD, 2006). En comparaison, les autres pays producteurs de riz ont une consommation beaucoup plus élevée d'engrais, par exemple 160 kg / ha pour la Thaïlande, 203 kg / ha pour l'Indonésie, 253 kg / ha pour le Bangladesh et environ 327 kg / ha pour le Vietnam en 2011-13. Seuls 15 pourcent environ, selon les estimations, des terres cultivées de Madagascar reçoivent une fertilisation minérale (Recensement agricole 2004/05).

L'accès abordable aux engrais est un problème. Au niveau des prix actuels, le rapport coût-bénéfice de l'utilisation des engrais minéraux est sujette à des conditions exogènes, telles que le changement climatique.²⁰ En effet, les agriculteurs ne disposent généralement pas de suffisamment de liquidités et doivent donc recourir au crédit pour financer la fourniture d'intrants. Toutefois, compte tenu des taux d'intérêt élevés pratiqués par les institutions de microfinance, les bénéfices nets attendus ne seront pas réalisés en l'absence d'assurance contre les risques techniques et climatiques. Par conséquent, à l'exception d'opérations d'intensification considérablement rentables telles que les filières à haute valeur ajoutée, il est peu probable que les agriculteurs aient recours au crédit pour financer l'utilisation d'engrais.

Les programmes d'approvisionnement en engrais du gouvernement ont eu un succès limité. Une Stratégie Nationale de l'Engrais a été lancée en 2006 pour améliorer la production agricole nationale. Toutefois, les programmes ont été caractérisés par une subvention massive dont l'impact durable sur la

²⁰ Ceci fait référence à la combinaison classique NPK + urée et à l'alternative recommandée d'engrais DAP + urée pour la culture du riz

production a été limité. Les programmes ont été affectés par de lourdes procédures d'approvisionnement, un manque de capacité des organisations d'agriculteurs chargées de la mise en œuvre, un décalage entre l'offre et la diversité des besoins locaux, la faible implication des réseaux privés de distribution d'intrants et l'absence de stratégie de sortie. Ces programmes massifs de subvention directe sont maintenant suspendus.

Des exemples notables de succès méritent d'être mentionnés. Les programmes de financement des engrais et des semences qui se sont avérés les plus efficaces ont été caractérisés par une forte implication du secteur privé dans la distribution, la considération des vulnérabilités des petites exploitations familiales lors du ciblage, la disponibilité de l'appui technique pour transférer les connaissances sur les intrants, un appui pluriannuel, l'introduction graduelle de structures locales telles que les organisations paysannes et une contribution des bénéficiaires au coût des intrants pour promouvoir l'appropriation et la durabilité. En ce qui concerne les enseignements tirés de la mise en œuvre des programmes d'engrais, un certain nombre de recommandations majeures ont été identifiées pour améliorer l'utilisation d'engrais, en résumé dans l'encadré 1.

Encadré 1 : Recommandations pour améliorer l'utilisation d'engrais

- **Les interventions devraient cibler les zones agricoles à fort potentiel et à forte demande.** Un groupe cible important est constitué d'exploitations familiales axées sur le marché qui utilisent actuellement peu ou pas d'intrants, mais qui ont le potentiel d'accroître leur productivité et leur participation au marché.
- **Il faudrait renforcer les capacités des producteurs, les services de vulgarisation agricole, les distributeurs d'intrants, les techniques de production et les sauvegardes.** Cela nécessite des activités en recherche et développement, du soutien technique, des formations en gestion des exploitations, en techniques de production et en sauvegarde environnementale.
- **Il faudrait développer des systèmes privés d'approvisionnement et de commercialisation au niveau national et au niveau local.** Un cadre d'incitations devrait être mis en place pour accroître l'accès au financement des investissements dans le secteur formel de la production et de la commercialisation d'intrants.
- **Il faudrait renforcer le contrôle de la qualité des intrants.** Une autorité de régulation pourrait être créée à cet égard et travailler en étroite collaboration avec les institutions existantes.
- **Les nouvelles entités de services de vulgarisation devraient être renforcées.** Un nouveau modèle de services de vulgarisation, les Centres de Services Agricoles (CSA), a été mis en place au niveau du district, et pourrait aider à mettre en œuvre les politiques sur les engrais et les semences.

Assurer la sécurisation foncière

Les droits de propriété foncière ne peuvent être validés que par un titre foncier. Ces titres fonciers sont délivrés par l'administration foncière. Cependant, en milieu rural, les autorités coutumières ont également une prérogative sur la gestion de l'accès au foncier, bien que leurs pouvoirs n'aient aucune valeur juridique. La décentralisation de l'aménagement du territoire par le biais des « Guichets fonciers » a amélioré l'accessibilité et le temps requis pour obtenir une reconnaissance formelle de la propriété. Le coût et le temps moyens nécessaires pour obtenir un document officiel ont été réduits de six ans et de 500 USD pour un titre à six mois et à 14 USD avec un certificat foncier, qui a pratiquement la valeur légale d'un titre. Ces réformes ont permis de délivrer 120,000 certificats fonciers en neuf ans (Banque mondiale, 2013), bien que la dynamique des réformes ait ralenti suite à la crise de 2009.

Il existe une marge de manœuvre considérable pour améliorer la gestion foncière. Les estimations actuelles montrent que 50 certificats fonciers sont distribués chaque année dans les communes. Etant donné la demande de titres fonciers, à ce rythme, on estime que 75 ans sont nécessaires pour achever ce processus (Andrianirina - Ratsialonana, 2013). Parmi les autres facteurs restrictifs figurent le coût, le niveau d'éducation du ménage (l'analphabétisme au niveau des femmes en particulier limite la volonté de payer) et la perception de l'utilité du certificat pour protéger les droits. Le système décentralisé doit être affiné, avec le renforcement des capacités locales et le renforcement de la gouvernance au niveau des Communes. Les recommandations majeures pour aborder ces contraintes sont présentées dans l'encadré 2.²¹

Encadré 2 : Recommandations visant à promouvoir la sécurisation foncière

- **Accélération du processus d'obtention d'un titre de propriété foncière** par la création de plus de guichets fonciers et le renforcement des capacités des communes pour en assurer la durabilité.
- **Améliorer l'information des femmes sur les droits relatifs à l'accès au foncier.** L'accent devrait être mis sur l'obtention de certificats fonciers portant les noms des deux époux pour les terrains acquis pendant le mariage
- **Promouvoir les investissements responsables dans l'agriculture et les systèmes alimentaires.** Pour améliorer la gouvernance des investissements étrangers et éviter de nuire aux petits producteurs, les opérations d'acquisition de terrains à grande échelle devraient intégrer les principes du Comité de la sécurité alimentaire mondiale.

Obtenir des prix plus élevés : agriculture contractuelle et développement de produits de haute valeur

L'agriculture contractuelle peut apporter des avantages importants aux agriculteurs. Elle a existé à Madagascar depuis les années 1980. Toutes les régions sont concernées, mais ses formes dépendent des conditions de production spécifiques recherchées par les entreprises. L'agriculture contractuelle offre la perspective d'un revenu plus stable et peut être une mesure d'atténuation de la période de soudure

²¹ Le Comité de Sécurité Alimentaire Mondiale dans l'encadré 2 fait référence à une entité intergouvernementale au sein des Nations Unis chargé de la revue et du suivi des politiques relatives à la sécurité alimentaire mondiale

lorsque les ménages doivent réduire leur consommation d'aliments de base.

L'agriculture contractuelle est principalement mise en œuvre dans les sous-secteurs orientés vers l'exportation ou les segments de sous - secteurs. Elle couvre des produits agricoles à forte valeur ajoutée, nécessitant des méthodes de production spécifiques, ou des produits de niche. Ces produits bénéficient de prix unitaires plus élevés et d'une valeur ajoutée élevée, ce qui donne aux agriculteurs des possibilités de revenus supplémentaires. L'agriculture contractuelle peut être appliquée à tous les types de produits agricoles, mais elle est généralement considérée comme plus appropriée pour les cultures horticoles ou de rente, dont pour les marchés d'exportation (TechnoServe et FIDA, 2011 cité dans Will, 2014).

Il y a quelques conditions préalables importantes pour l'agriculture contractuelle. Les agriculteurs concernés ont accès à des routes carrossables pour transporter les produits et sont généralement mieux équipés en termes de facteurs de production tels que la superficie des terrains et / ou la taille des troupeaux. Toutefois, on dispose d'une information limitée sur les caractéristiques des producteurs qui sont les plus susceptibles d'entrer dans des chaînes de valeur à fort potentiel. Les entreprises impliquées dans l'agriculture contractuelle, quant à elles, sont très diverses en termes de taille, de structure, de marchés cibles et d'activités.

Le potentiel existe pour développer des produits à forte valeur ajoutée et des chaînes de valeur prometteuses. Dans le secteur agriculture, des produits de haute valeur tels que les haricots verts cueillis et rangés à la main, l'artemesia, le cacao ou les produits biologiques offrent des opportunités favorisant l'intégration des exploitations agricoles familiales aux marchés mondiaux. La pêche et l'aquaculture pourraient également donner des occasions aux producteurs de petite échelle d'intégrer le marché national dans le cadre de l'agriculture contractuelle ou d'autres modes de commercialisation, et donc d'augmenter leur revenu. En particulier, les sous-secteurs tels que les algues, les concombres de mer (développement des pêches et de l'aquaculture), le poulpe (pêche traditionnelle) et le crabe (pêche traditionnelle et développement de l'aquaculture) offrent un grand potentiel de développement. Les recommandations pour la promotion des produits à forte valeur et des chaînes de valeur sont présentées dans l'encadré 3.

Encadré 3: Recommandations visant à promouvoir l'agriculture contractuelle et le développement des produits à forte valeur

- **Des stratégies et des programmes qui soient ciblés à la fois géographiquement par une approche de développement territorial et en termes de filières devraient être mis en œuvre dans le secteur agribusiness.** L'accent devrait être mis sur la limitation, à terme par une autorité de la concurrence indépendante, des comportements opportunistes. Les intervenants majeurs devraient aussi être consultés dans chaque chaîne de valeur pour promouvoir les investissements futurs.
- **Faciliter l'agrégation de l'offre par une collaboration plus étroite entre les producteurs.** Cela créerait des économies d'échelle permettant d'améliorer l'accès des petits producteurs aux marchés, d'accroître les revenus agricoles et de promouvoir la création d'emplois.
- **Chercher à améliorer le modèle d'agriculture contractuelle.** Cela pourrait entraîner une transformation des contrats à court terme en arrangements à moyen et à long termes fondés sur des plans d'affaires conçus et approuvés par les partenaires.
- **Comblent les lacunes de connaissances sur les principaux déterminants de l'agriculture contractuelle.** Cela permettrait d'avoir une meilleure idée des moyens d'intensifier les régimes contractuels et de les rendre plus inclusifs.
- **Améliorer les infrastructures de production et de commercialisation.** Cela nécessite la réhabilitation / construction d'installations de déchargement, d'installations de stockage et de conservation, la réhabilitation et l'entretien des routes et le développement de sources d'énergie alternatives.

Conclusion

Bien qu'une grande majorité des ménages pauvres travaille dans l'agriculture, la productivité par habitant et les niveaux réels de croissance sectorielle restent faibles. Les pratiques culturales reposent sur des stratégies d'extensification avec des implications pour la base fragile des ressources naturelles de Madagascar, plutôt que sur des stratégies pour améliorer la productivité des exploitations existantes et l'utilisation des terres. Cette section a examiné trois grandes contraintes auxquelles le secteur est confronté : la faible utilisation d'engrais, l'insécurité foncière et le faible niveau des prix. Un certain nombre de thèmes communs ont été identifiés pour faire face à ces difficultés. Premièrement, les institutions devraient être renforcées pour les guichets fonciers au niveau local, les organisations de producteurs et les services de vulgarisation. La gouvernance de l'acquisition des terres par les étrangers devrait aussi être améliorée. Deuxièmement, un environnement propice au secteur privé devrait être promu en travaillant sur les stratégies dans l'agribusiness et en améliorant l'accès au financement. Troisièmement, les infrastructures de production et de commercialisation doivent être améliorées, notamment par l'entretien des routes et le développement de sources d'énergie alternatives. Enfin, il est possible de renforcer la capacité des producteurs, des services de vulgarisation, des techniques de production et des sauvegardes. La concentration sur ces domaines majeurs d'intervention peut aider à faire face aux contraintes de la productivité agricole, à améliorer la vie des pauvres et promouvoir le caractère inclusif de la voie de la croissance à Madagascar.